

# L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi  
24 janvier 1976

No 415

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## NOUVEAU CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN

### Mais menace d'agression sioniste

#### UNE CAMPAGNE ANTIALGÉRIENNE

Depuis quelque temps nous assistons à une intense campagne d'intoxication antialgérienne. Rumeurs, mensonges, appels à la haine se succèdent dans les colonnes d'une certaine presse et sur les ondes.

Ceci fait suite, en particulier, au démantèlement en Algérie d'un réseau de tueurs contrôlé par les services spéciaux français. Ceux-ci avaient organisé un attentat contre les locaux du journal algérien «El Moudjahid» et préparaient d'autres actes criminels. Ils étaient également parmi les auteurs de plusieurs attentats commis en France contre des personnes et des biens algériens. Ils étaient impliqués en particulier dans l'attentat commis contre le consulat d'Algérie à Marseille qui avait provoqué la mort de quatre personnes.

Avec raison, le gouvernement algérien a dénoncé vigoureusement la duplicité criminelle du gouvernement français et une légitime colère s'est emparée du peuple algérien. Il s'agit en effet d'une véritable agression commise contre l'Algérie. Les tueurs méritaient un châtiment exemplaire. La presse pourrie et les politiciens tarés ont pris le relais des assassins. Dans son édition de jeudi, «France-soir» cherche à inverser les rôles, parle de «polémiques antifrancophones» de la part du gouvernement algérien, et l'accuse de vouloir «une rupture totale des relations avec Paris».

«France-soir» cherche à présenter l'Algérie et son peuple comme étant agressifs à l'égard de la France. Mais qui est le responsable des crimes commis en France et en Algérie contre le peuple de ce pays? Alors qu'en France des dizaines d'Algériens ont été assassinés par des tueurs fascistes liés à la police et demeurant impunis, en Algérie les ressortissants français vivent en sécurité. Ce même jeudi, l'ancien chef OAS Soustelle, dont on dit qu'il pourrait faire son entrée au gouvernement, déclarait à propos des accusations de l'Algérie: «J'y vois l'échec du plan quadriennal du colonel Boumédiène», montrant ainsi sa hargne devant le développement économique de l'Algérie.

Qu'y a-t-il derrière tout cela? Le gouvernement français parle de sa prétendue volonté de «coopération» avec l'Algérie, de «dialogue», mais dans les faits il arme le bras de fascistes et dans ses antichambres on trouve nombre d'anciens OAS. C'est que l'impérialisme français, même après avoir été chassé par l'héroïque lutte armée du peuple algérien ne se résoud pas à voir l'Algérie indépendante. Il voudrait qu'elle se soumette à ses exigences et pouvoir la traiter en supérieur. Pour cela, tous les moyens lui sont bons. On cherche à faire pression en s'attaquant aux travailleurs immigrés en France, en organisant la subversion en Algérie. Si les relations entre la France et l'Algérie sont aujourd'hui mauvaises, la responsabilité exclusive en revient au gouvernement français. Lors de la visite de Giscard d'Estaing en Algérie, le peuple algérien a montré que même s'il n'oubliait pas les crimes commis par le colonialisme, il était prêt à établir de nouvelles relations avec la France. Mais le gouvernement français se refuse à traiter d'égal à égal avec l'Algérie. En agissant ainsi, il nuit également à l'indépendance de la France car celle-ci a besoin de l'amitié avec l'Algérie pour faire face aux deux superpuissances.

Une lueur d'espoir apparaît au Liban à la suite de la médiation de la Syrie dans le conflit.

Jeudi matin, un communiqué de la présidence de la République annonçait qu'«un accord est intervenu entre toutes les parties, sur les bases d'une solution politique globale de la crise libanaise, sous toutes ses formes et sous tous ses aspects».

Le texte, diffusé en fin de matinée par Radio-Liban, précise que cet accord est intervenu «à la suite des contacts syriens visant à

trouver une solution globale à la crise libanaise».

L'accord prévoit également, disait le communiqué, «la formation d'un Comité supérieur militaire libano-syro-palestinien chargé de prendre les mesures nécessaires pour instaurer le cessez-le-feu, assurer sa mise en application et garantir le retour à la normale».

«Plusieurs commissions, issues du Comité supérieur militaire, seront formées en vue de veiller à l'application de l'accord dans les différentes régions et positions», disait encore le communiqué.

Enfin le texte précisait que «la date d'entrée en vigueur du cessez-le-feu sera fixée par le Comité supérieur militaire qui rendra publiques les mesures prises pour l'application du cessez-le-feu et le calendrier de cette application».

Le cessez-le-feu devait intervenir à 20 heures sur l'ensemble du territoire libanais.

Cette décision, qui faisait suite à l'accord intervenu jeudi matin entre toutes les parties, a été prise au cours d'une réunion qui s'est tenue en début d'après-midi, au ministère de la Défense.

Cette rencontre «a porté sur l'arrêt des combats et sur les moyens propres à mettre définitivement fin au drame que connaît le Liban» a-t-on annoncé de source officielle.

Au cours de cette réunion a été constitué le «Comité supérieur militaire libano-syro-palestinien» qui sera chargé de prendre les mesures nécessaires pour instaurer le cessez-le-feu. Ce Comité supérieur comprend six membres, chaque partie ayant deux représentants.

(suite p. 2)

#### Aux Papeteries de la Chapelle-darblay (Corbeil)

#### Deux cadres séquestrés

A l'usine de Corbeil des Papeteries de la Chapelle-Darbloy des licenciements collectifs sont en cours. Déjà 88 travailleurs ont reçu leur lettre de licenciement et une nouvelle liste serait sur le point d'être annoncée. En l'espace d'une année ce sont 119 travailleurs qui ont été jetés à la rue, l'effectif employé par l'entreprise tombant de 1 025 à 906.

Mais les ouvriers n'attendent pas les bras croisés que ça leur tombe dessus. Ils se battent avec détermination pour refuser ces licenciements. Les illusions sur le mythe du reclassement n'ont pas de prise sur eux. Ils savent qu'«il est de plus en plus difficile de se reconverter dans cette profession» et que «le risque est grand de

voir les Papeteries la Chapelle-Darbloy cesser toute activité avant la fin de cette année».

Conscients que seule une lutte massive et dure peut leur faire obtenir gain de cause, les travailleurs ont commencé, jeudi à 17 heures, à retenir dans l'usine le directeur du personnel de la société, Claude Frezzal, et le directeur administratif, Bernard Lang. Francis Corée, lui, directeur de l'usine, a réussi à quitter l'usine par une porte dérobée. Ferme-ment décidés à garder les deux cadres «au moins toute la nuit», les ouvriers se déclaraient prêts, très tôt vendredi matin, à engager d'autres actions dans les jours à venir s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

#### ESPAGNE

### POURSUITE DE L'OFFENSIVE OUVRIERE

Dans la capitale espagnole, environ 80 000 ouvriers, appartenant en particulier au secteur métallurgique, ont continué leur grève mercredi.

Plusieurs manifestations ont eu lieu, notamment dans les quartiers populaires de Madrid, qui se sont affrontées avec la police. Aucune arrestation n'est toutefois à signaler.

Dans le secteur bancaire, quelques débrayages continuent. Pour leur part, les ouvriers de «Standard eléctrica» ont réuni un «fonds

de solidarité de grève» de 3 200 000 pesetas (environ 240 000 F).

Près de Barcelone, dans la région du Bas-Lobregat, 60 % des cent mille ouvriers sont en grève. Dans les usines SEAT les assemblées d'ouvriers se poursuivent avant les discussions sur la convention collective.

Dans les Asturies enfin, 10 000 des 13 700 employés d'«Unosa» (Houillères du Nord SA) sont toujours suspendus d'emploi et de solde et luttent contre cette répression.

## EN 1973 - 75, L'URSS A PRODUIT PLUS D'ARMES QUE LES USA

La production soviétique a dépassé celle des Etats-Unis pour tous les systèmes d'armes pendant la période 1973-1975, indique un document publié jeudi à Washington par le département de la Défense.

Selon le Pentagone, l'URSS a produit neuf fois plus de pièces d'artillerie (une moyenne annuelle de 1 400 contre 156), environ six fois plus de navires de surface (39 contre 6) et de chars (2 600 contre 450), près de trois fois plus de transports de troupes blindés (3 700 contre 1 410), et deux fois plus d'avions tactiques (950 contre 572), de sous-marins d'attaque (6 contre 3) et d'hélicoptères (1 100 contre 506).

D'autre part, si les Etats-Unis n'ont produit aucun sous-marin doté de missiles nucléaires (poseidon et polaris), ni aucun bombardier (B-52), l'Union soviétique en a construit respectivement 6 et 15 en moyenne chaque année.

Enfin, selon les estimations du Pentagone, les Soviétiques ont deux fois plus d'hommes sous les armes que les Etats-Unis : 4,7 millions contre 2,1 millions.

## MUTINERIE A BORD D'UN NAVIRE SOVIETIQUE

Une mutinerie s'est produite à bord d'un navire soviétique dans la Baltique en novembre dernier révélait jeudi le quotidien suédois «Expressen».

Selon ce journal, un navire de surveillance côtière, ayant un équipage d'environ 60 officiers et marins, qui avaient participé aux cérémonies commémoratives de la Révolution soviétique à Riga, aurait tenté, dans la nuit du 7 au 8 novembre, de gagner la haute mer et d'atteindre les eaux territoriales suédoises, au lieu de mettre le cap sur Leningrad où se trouve sa base.

Des hélicoptères et un sous-marin soviétiques auraient cependant réussi à contraindre le navire à regagner Riga. Le sous-marin aurait «repêché» des mutins qui s'étaient jetés à l'eau.

Tout l'équipage a ensuite été arrêté et le procureur général de l'URSS, M. Roman A. Rudenko, aurait lui-même procédé aux interrogatoires à Riga.

L'auteur de l'article cite comme sources des étrangers qui ont récemment séjourné à Riga, où l'affaire aurait été rapportée initialement par des pêcheurs lettons. Il déclare avoir pu recouper ses informations par des conversations téléphoniques avec des citoyens soviétiques de Riga, «où tout le monde parle de cette mutinerie» a-t-il affirmé.

## L'UGANDA OFFRE 2 000 HECTARES DE TERRES A L'OLP

Le président Idi Amine d'Ouganda a remis jeudi au représentant de l'OLP à Kampala, un titre de propriété portant sur 5 150 acres (environ 2 000 hectares) de terre.

Ce terrain, a expliqué le chef de l'Etat ougandais, est offert par le Conseil de défense au nom du peuple ougandais. Il permettra aux Palestiniens qui l'exploiteront, a-t-il ajouté, de «fournir de la nourriture aux familles des Palestiniens qui sont morts dans la guerre contre Israël et ceux qui vivent en exil».

La cérémonie de remise du titre a eu lieu à Kugumba dans le district de Bunyoro, à environ 350 km de Kampala. Dans son allocution, le président Amine, après avoir indiqué que ce don était une façon pour l'Ouganda de témoigner sa reconnaissance à l'égard de l'aide fournie par les Palestiniens dans de nombreux secteurs, a souligné dans sa conclusion «les grandes possibilités sur le plan agricole des terres offertes à l'Organisation de libération de la Palestine».

# L'ESPOIR RENAÎT AU LIBAN

Suite de la page 1

Le «Comité supérieur militaire» se considère en réunion permanente pour mettre au point les mesures qui permettront de faire disparaître tout ce qui se rapporte aux combats (miliciens en armes et positions fortifiées) sur l'ensemble du territoire afin que la situation revienne normale dans le pays, a-t-on précisé de source officielle.

Le «Comité supérieur» publiera régulièrement des communiqués faisant état des «progrès accomplis», a-t-on ajouté de même source.

Il va s'employer maintenant à consolider le cessez-le-feu en établissant un calendrier prévoyant notamment le retrait des éléments armés et le démantèlement des barricades et fortifications érigées par les camps adverses.

Par ailleurs, cinq pays arabes, Egypte, Koweït, Liban, Soudan et Bahreïn, ont donné leur accord pour un sommet arabe pour faire face à la situation au Liban, a annoncé jeudi M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe au Caire.

Deux heures avant l'heure d'entrée en vigueur du cessez-le-feu, des coups de feu sporadiques étaient toujours entendus dans le secteur Kantari-Clémenceau, proche des grands hôtels internationaux. Selon Radio-Liban, d'autre part, des tirs

d'armes de tous calibres étaient signalés «dans la plupart des zones de combats».

Après minuit, dans Beyrouth, les tirs et explosions entendus par intermittence dans la soirée se faisaient de plus en plus rares et le silence a gagné peu à peu tous les quartiers de la capitale libanaise et sa banlieue. Un signe a été plus particulièrement remarqué, le calme qui s'est emparé des traditionnels points chauds de la guerre civile : les quartiers de Chiah et Ain Remmaneh, où les hostilités avaient éclaté neuf mois plus tôt.

Durant cette même journée, la menace d'agression de la part de l'Etat sioniste s'est précisée. Deux fois dans la journée des avions israéliens ont violé l'espace aérien libanais.

La première alerte avait eu lieu au cours de la matinée. Elle avait été provoquée par deux avions israéliens qui avaient survolé le Sud, le centre du Liban et la capitale libanaise.

Les sirènes d'alerte ont retenti une seconde fois à 15 h 20 (13 h 20 GMT) à Beyrouth. Selon un communiqué officiel, il s'agissait d'une formation de six appareils qui ont survolé les villes du Liban à une altitude variant entre cinq mille et dix mille mètres.

L'un des avions a survolé à plus basse altitude Beyrouth et sa banlieue. La défense antiaérienne des camps palestiniens ainsi que celle du ministère de la Défense (sur les premiers contreforts de la montagne) ont ouvert le feu. L'alerte a duré une vingtaine de minutes.

Ces derniers jours, l'Etat sioniste a multiplié les rumeurs mensongères sur une intervention militaire de la Syrie au Liban dans le but de justifier par avance une agression contre le Sud-Liban.

Mercredi, le ministre de l'Information syrien déclarait à ce sujet : «Ces informations risibles sont propagées par la radio israélienne et les mass-média hostiles aux Arabes».

«Ceux qui propagent de telles informations cherchent, à la faveur de la tension qui règne au Liban, à jouer avec les nerfs des Libanais pour envenimer la crise et empêcher tout règlement du conflit libanais.»

Le cessez-le-feu est une victoire des peuples arabes mais on peut être sûr que les tentatives de relance de la guerre civile ne vont pas manquer.

Les deux superpuissances et l'Etat sioniste ne veulent pas de la paix dans ce pays. La guerre civile est propice à leur pêche en eau trouble.

# L'EMANCIPATION DES FEMMES VUE DE MOSCOU

«L'égalité des femmes consiste à ce qu'elles fassent le même travail que les hommes, tout en continuant à faire le leur car ce sont elles qui élèvent les enfants et conservent le feu du foyer.»

Qui a dit cela ?

Ce n'est que le très officiel hebdomadaire russe «Sovietskaja Kouloura».

Par ailleurs, une enquête publiée dans «Sovietskaja Rossia» sur la ville industrielle d'Ivanovo démontre que parmi les qualités que les garçons apprécient le plus chez les filles figurent «la timidité, la propreté et souvent le fait de savoir se tenir au second plan...»

La jeune soviétique, d'après cette même revue, «souhaite épouser un mari qu'elle aime, beau, riche, ayant un appartement et au moins une moto...»

Ces révélations en disent long sur l'oppression maté-

rielle et idéologique imposée au peuple et particulièrement aux femmes soviétiques par Brejnev et Cie. Ces derniers n'hésitent pas à enrober leur vieille idéologie capitaliste de domination des hommes sur les femmes d'un vernis scientifique. «Par nature, hommes et femmes sont différents... il ne faut tout de même pas les confondre.» Voilà qui justifie l'inégalité des femmes russes devant le travail, devant le chômage, leur dépendance au foyer comme sur le plan moral.

C'est ainsi que des psychiatres russes, tel M. Aron I. Belkine, se désolent que l'idéal masculin («le père fort, audacieux, sévère et résolu») et féminin («la mère douce, caressante et sensible») tendent à disparaître pour une égalité de comportement. Et il ajoute : «Les différences de psycho-

logie et de comportement entre l'homme et la femme sont un peu moins nettes à chaque génération et il y a tout lieu de craindre que ce processus ne continue d'aller de l'avant.»

Ce distingué psychiatre termine son article en réclamant pour les hommes et les femmes «la distinction et non la confusion des rôles qui leur sont dévolus par la nature.» (!)

Pour lui, pas question que la femme travaille activement, que le père s'occupe aussi des enfants, que les décisions au sein du couple soient prises en accord mutuel, que tous participent activement aux luttes sociales !

Encore un qui a gagné ses galons de psychiatrie pour la cause des nobles bourgeois de Moscou !



## ANGOLA DES AVIONS SOVIETIQUES POUR LES SOLDATS CUBAINS

Les avions soviétiques ont transporté des soldats cubains en Angola au rythme de 200 par jour au cours des deux dernières semaines, portant leur nombre à plus de 10 500.

Les appareils utilisés sont des Lyou-chine 62, et ils font escale à Conakry, en Guinée, pour se réapprovisionner en carburant.

Ces transports, qui durent depuis le 7 janvier, indique-t-on encore, sont accompagnés d'autres transferts de troupes, par voie maritime. Six ou sept bâtiments devraient atteindre les côtes angolaises à la fin du mois et débarquer environ un millier d'hommes.

## PAYS-BAS 60 AGENTS DU KGB REPÉRÉS

Le quotidien à grand tirage d'Amsterdam «Die Telegraaf» écrit jeudi que le nombre des agents du KGB, service de renseignements soviétique, aux Pays-Bas s'élèverait à 60 et aurait doublé au cours des trois dernières années.

La plupart de ces agents, ajoute le journal, opèrent sous le couvert d'un statut diplomatique. «Die Telegraaf» rappelle qu'au cours des vingt dernières années, dix «espions» soviétiques ont été expulsés du pays.

## PARIS PROCHAINE REUNION DES MINISTRES DE L'OPEP

Les ministres des Finances de l'OPEP se retrouveront le 26 janvier à Paris pour mettre au point les modalités d'application de l'aide d'un milliard de dollars aux pays les plus pauvres du tiers monde, dont le principe a été adopté en novembre dernier.

Les ministres du pétrole se retrouveront probablement le 1er février à Abou Dhabi (capitale des Emirats arabes unis) pour régler la question de l'unification des primes qui affectent les prix du pétrole.

## ITALIE EFFONDREMENT DE LA LIRE

Résultat direct de l'insécurité créée par la crise gouvernementale ouverte le 7 janvier, l'effondrement de la lire a tiré le signal d'alarme en Italie. Le gouvernement a décidé la fermeture du marché des changes. Il a été pris de court sur ce point comme la majorité des partis politiques italiens qui, depuis deux semaines, s'installaient dans la crise comme si la situation économique n'était pas en pleine dérive.

## LES ILES SEYCHELLES BIENTOT INDEPENDANTES

L'archipel des Seychelles, colonie britannique dans l'océan Indien, accèdera à l'indépendance le 28 juin. La nouvelle République deviendra le 36<sup>e</sup> membre du Commonwealth.

L'archipel des Seychelles, qui groupe 92 îles ou flots d'une superficie totale de 300 km<sup>2</sup> pour une population de 60 000 habitants, occupe une place stratégique dans l'océan Indien où croissent en permanence de nombreux bâtiments militaires, notamment américains et soviétiques.

## nouvelles intérieures

## KRIVINE IMPLORE MARCHAIS DE L'INTRODUIRE DANS LE CLUB DES BOURGEOIS DE «GAUCHE»

On découvre chaque jour un peu plus le pot aux roses. En tout cas concernant les rapports entre trotskistes et révisionnistes les choses se font de plus en plus claires. N'apprend-on pas en effet que la Ligue trotskiste du sieur Krivine a adressé une lettre du PCF pour lui indiquer qu'elle souhaitait participer, lundi prochain, à une réunion des soi-disant partis de gauche ?

Le but de cette réunion sera de préparer de nouvelles démarches en vue d'obtenir la libération des inculpés pour démoralisation de l'armée.

Dans cette lettre envoyée au parti de Marchais, instigateur de la réunion du lundi 26, la Ligue trotskiste gémit d'être «particulièrement» touchée par la répression, et écrit : «nous avons toujours estimé que les profondes divergences politiques qui traversent le mouvement ouvrier ne doivent pas être un obstacle à une riposte unitaire face aux attaques du pouvoir.»

Voilà donc notre Krivine qui demande l'aide de Marchais. Un pas de plus est fait dans la voie de l'alliance ouverte entre le PCF et la Ligue trotskiste qui déplore par ailleurs de n'avoir reçu aucune réponse à cette lettre envoyée en début de semaine. Il n'y a pas là, en définitive, de quoi nous surprendre. Car les divergences dont parle Krivine ne sont pas si profondes qu'il voudrait bien le laisser entendre. Sur la question décisive de l'attitude que l'on prend par rapport au social-impérialisme russe, par exemple, y a-t-il divergence entre les dirigeants du faux Parti communiste français et les dirigeants trotskistes lorsque ces derniers affirment dans «Rouge» du 25 juillet 1975 :

«Dans l'hypothèse d'un conflit entre l'URSS et les USA nous soutenons inconditionnellement l'URSS» ? Non.

De même, plus près de nous, les faux communistes dirigeant le PCF étaient-ils opposés à la grossière cam-

pagne pacifiste et antimilitariste menée au sein de l'armée par les trotskistes ? Pas du tout, au contraire, d'ailleurs les révisionnistes faisant de leur côté le même travail, quoique sous d'autres formes, moins susceptibles de les exposer à la répression. Et encore, les dirigeants du PCF ont-ils trouvé quelque chose à reprocher aux plumes venimeuses des trotskistes lorsqu'ils montaient des provocations contre la CFDT ? Nullement. Ils ont applaudi à deux mains, en coulisse. Cela correspondait exactement à leurs désirs.

Ce que nous confirme la lettre des trotskistes c'est, qu'en France comme au Portugal et ailleurs, trotskistes et révisionnistes marchent main dans la main, les seconds laissant aux premiers le soin d'exécuter certaines missions délicates, susceptibles de trop les isoler en faisant apparaître au grand jour leur caractère de force pro-soviétique, ou susceptibles de trop les exposer à la répression.

Qui mieux que Bigeard sait parler aux soldats ? Hein les p'tits gars ? Personne c'est sûr. Il vient encore d'en donner la preuve à l'école nationale des sous-officiers d'active à Saint-Maixent (Deux-Sèvres) où il était reçu jeudi.

Tout est question d'ambiance. Ainsi, pour évoquer une première année ministérielle, «on» peut y aller de son discours fleuve, de son bilan rébarbatif. Mais quand Bigeard est là, les choses prennent une autre tournure : «J'en ai pris plein les narines avec Draguignan, Karlsruhe, Verdun et puis les choses se sont un peu arrangées». Là au moins c'est du naturel : un soldat parle aux soldats.

Un soldat, et un vrai. La semaine dernière à la télé, il nous donnait sa recette, le cross, et c'était : «Alles les gars, j'vous donne rendez-vous demain matin, au Champ de Mars, en p'tite culotte». Avant-hier, changement de décor, devant des sous-officiers, Bigeard sait trouver les mots qu'il faut : «Les garçons ont trouvé dans l'armée une école de dépassement de soi, d'efforts...». Eh oui, pourquoi le sérieux s'installerait-il au détriment de l'esprit «course à pied» ? Et puis un peu de familiarité ça détend l'atmosphère.

C'est vrai quoi ! L'armée, c'est une grande famille. Bigeard c'est un père pour nous :

«n'importe quel jeune appelé peut aller s'entretenir avec son commandant ou son capitaine. Non, les jeunes ne sont pas martyrisés, ce qui ne veut pas dire qu'on leur porte le café au lit...»

Mais puisqu'on vous dit que ce n'est pas de la démagogie ! Bigeard, il est comme ça, il a l'esprit jeune. Qu'est-ce que vous voulez ?... ça ne se commande pas... quand on a toujours vécu au milieu de la jeunesse... Alors vous voyez bien, les p'tits gars, comme dit Bigeard : «Tout ne va pas si mal à l'armée».

## LA POLICE FRANCAISE PRETE MAIN-FORTE A CELLE DE JUAN CARLOS

Le 17 janvier dernier, les ministres de l'Intérieur français et espagnol, Poniowski et Iribarne, se rencontraient à Nice. Rien ne devait filtrer de leurs entretiens, mais il apparaissait clairement qu'il s'agissait d'officialiser et de renforcer la collaboration entre les polices espagnole et française. Les retombées de cette rencontre n'auront pas été longues à venir. Et d'ores et déjà plusieurs réfugiés politiques espagnols en ont été victimes en territoire français.

L'un deux, José Benarran-Ordenania, basque de 26 ans, a été interpellé jeudi par les flics français à proximité de la plage de Saint-Jean-de-Luz. Il avait été assigné à résidence dans les Yvelines à la suite d'une condamnation pour port d'armes prohibées. L'Agence France-Presse qui a annoncé son arrestation écrit qu'il est considéré sur la côte basque, comme l'un des responsables de l'ETA.

Quant à Pedro Astudillo, 48 ans, il est maintenu à la prison de Fresnes alors que depuis le 21 janvier, il a fini de purger une peine. De famille républicaine antifranquiste, lui-même réfractaire au service mili-

taire, et contraint de se réfugier en France, il était retourné au Pays basque espagnol pour y mener des actions de résistance contre le régime de Franco. Après avoir dérobé une quantité appréciable d'armes dans une caserne espagnole, il avait dû se réfugier à nouveau en France. C'est alors que — coïncidence ! — il avait été incarcéré à Fresnes pour tentative — prétexte pour le moins fragile ! — de cambriolage... Sa peine est donc purgée depuis 4 jours, mais Pedro Astudillo, qui fait en outre l'objet d'une demande d'extradition du gouvernement espagnol, est toujours derrière les barreaux.

Ainsi, moins d'une semaine après la rencontre de Nice entre Poniowski et Iribarne, deux antifascistes espagnols sont gardés sous les verrous. Quand on connaît l'intention de Poniowski de renouveler ces entretiens à intervalles réguliers, on voit ce que réserve l'avenir pour nos frères de classe espagnols. Tous les travailleurs et travailleuses de notre pays doivent exiger qu'il soit mis un terme à cette collaboration policière contre les antifascistes d'Espagne.

## GREVE DANS UN CENTRE DE TRI POSTAL A MARSEILLE

Toute la journée de jeudi, les travailleurs du centre de tri postal de Marseille-gare ont fait grève. Le mouvement a été suivi par près de 80 % d'entre eux.

Un autre arrêt de travail a été respecté vendredi matin, de zéro à six heures. Les travailleurs entendent aussi

riposter à une longue suite de brimades et à de continuelles remises en cause des avantages acquis par la lutte.

Dans le même temps, jeudi, 88 % des agents du service des lignes ont cessé le travail pendant 24 heures, pour exiger la création de nouveaux emplois.

## L'amiral Sanguinetti sanctionné REMOUS AU SEIN DE L'ETAT-MAJOR

### La bourgeoisie divisée sur la défense et l'Europe

Le vice-amiral d'escadre Sanguinetti vient d'être placé en position de «non-activité». Il s'agirait d'une première étape vers sa radiation pure et simple des cadres.

A l'époque de Pompidou, il avait été longtemps considéré comme le futur responsable de la Marine nationale. de 1967 à 1969, il était commandant du porte-avions Clémenceau, en 1970 commandant des porte-avions et de l'aviation embarquée, et de 1972 à 1974 major général de la Marine. Mais en 1974, Giscard d'Estaing lui refuse le poste de responsable de la Marine nationale.

Depuis quelque temps, il avait multiplié les déclarations critiques à l'égard de la politique de défense du gouvernement. Dans le bulletin «Résistance nouvelle» dirigé par l'ancien ministre gaulliste Triboulet il avait critiqué la conférence d'Helsinki accusée de favoriser le déséquilibre des forces en Europe.

Alors que Giscard avait vainement demandé à Brejnev la «détente idéologique», Sanguinetti déclarait : «Les discordances qui ont marqué le récent voyage du président de la République à Moscou ont prouvé que l'esprit d'Helsinki ne saurait comporter en tout cas la mise en veilleuse de la lutte idéologique, essentiellement politique, pour la conquête et la conservation du pouvoir». Ce qui était une façon de dire que Giscard d'Estaing se faisait des illusions.

Sanguinetti, dans une interview publiée par «Le Point» déclarait : «Les armées courent à la faillite», critiquant le vieillissement des armements. Dans «France-Soir» il avait fait état de la montée du mécontentement parmi les officiers d'active. Plus récemment, dans «Le Monde», il avait critiqué les nouveaux statuts des officiers et sous-officiers mis en place par le

gouvernement, les qualifiant de «miroir aux alouettes». C'est là une première série de contradictions ayant amené les sanctions.

### L'EUROPE, UNE POMME DE DISCORDE

On sait également que l'ex-amiral Sanguinetti est le frère de l'ancien secrétaire général de l'UDR dont il partage les points de vue. Celui-ci, depuis plusieurs mois, multiplie les critiques de plus en plus vives en particulier à l'égard de la politique européenne de Giscard d'Estaing. Il s'agit là d'un sujet qui provoque de vives contradictions parmi la bourgeoisie.

De nombreux gaullistes tels Debré s'opposent à la politique gouvernementale dans ce domaine. Alors que Giscard d'Estaing multiplie les mesures allant dans le sens d'un renforcement de l'Europe et de la supranationalité, ceux-ci s'y opposent. Il s'agit là d'un vieux thème

de contradictions au sein de la bourgeoisie, déjà vives à l'époque de De Gaulle.

Les dirigeants du PCF, pour leur part, cherchent à tirer parti de ces contradictions. Conformément aux intérêts du social-impérialisme russe qui souhaite une Europe divisée, ils s'opposent à tout ce qui va dans le sens du renforcement de l'Europe.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les appels du pied à certains dirigeants gaullistes. Parmi ceux-ci, il en est d'ailleurs qui n'ont pas exclu l'éventualité d'une coopération.

Plus la crise capitaliste se développe, plus la rivalité entre les deux superpuissances s'aiguise et plus la bourgeoisie se divise sur les solutions à adopter pour défendre ses intérêts.

L'affaire Sanguinetti est une étape dans ce processus, tôt ou tard ces divisions vont apparaître au grand jour dans le gouvernement lui-même.



## Chez Miserez à Vercel (dans le Haut-Doubs)

MISERE, LICENCIEMENTS, RÉPRESSION...

### LES TRAVAILLEURS SAURONT FAIRE ENTENDRE RAISON

L'entreprise Miserez fabrique des boîtiers de montres, et emploie 52 travailleurs. Suite à différentes actions, une section syndicale CFDT se crée. Miserez, le patron, réprime en licenciement.

#### PREMIERE ACTION DES TRAVAILLEURS

Le 11 décembre 1975, un premier accrochage, 28 travailleurs se mettent en grève. Que s'est-il donc passé ? Fin août 1975, le patron supprime les pauses du matin et de l'après-midi. Le 13 novembre, il diminue d'une demi-heure notre journée de travail sans compensation.

Le 2 décembre, nouvelle réduction d'horaire — une demi-heure — avec perte de salaire. Le 10 décembre, nouvelle atteinte sur nos salaires. C'en est trop ! et le 11 décembre, 28 travailleurs ripostent, déclenchant une grève d'une demi-journée. C'est un événement dans l'entreprise.

Suite à des promesses de la direction, le travail reprend, des avantages de salaires étant versés.

#### UN SYNDICAT CFDT SE MONTE

Un syndicat CFDT se monte suite aux actions. Jusque-là chez Miserez, c'était une usine sans histoire ; le patron est maître chez lui, il n'y avait pas de syndicat, pas de délégués, pas de comité d'entreprise, il est au-dessus des lois et sans considération pour les travailleurs.

## ECHOS DE L'ISERE

Plusieurs luttes sont en cours à Grenoble et dans l'Isère : c'est le reflet de la volonté des travailleurs de la région de ne pas subir la crise capitaliste, le chômage, l'inflation.

#### Manifestation des ouvriers de Neyrpic

Mardi dernier entre 14 h 30 et 16 heures, plusieurs centaines d'ouvriers de chez Neyrpic ont manifesté dans les rues de Grenoble depuis l'usine jusqu'à la préfecture où une délégation des travailleurs a été reçue par le préfet. Les travailleurs entendent ainsi protester contre des sanctions prises et la décision unilatérale de la direction de diminuer les horaires de 1 h 30 avec perte de salaire.

#### LA REPRESSION S'ABAT SUR LA JEUNE SECTION CFDT

Le 15 décembre 1975 au matin, une partie du personnel reprend les pauses pratiquées auparavant. Le 16 décembre, est désigné un délégué syndical CFDT. Le 17, la direction le met à pied, et le 18, elle demande son licenciement à l'inspecteur du Travail. Devant le refus de ce dernier, la direction entraîne un certain nombre de cadres pour faire pression auprès de l'inspecteur du Travail, pour l'obliger à revenir sur sa décision, mais en vain.

Le lundi 22 décembre, le délégué se présente à son travail. La direction l'empêche de rentrer ; par solidarité, les travailleurs syndiqués se mettent en grève. Le 31 décembre, le patron demande l'annulation de la désignation du délégué syndical CFDT au tribunal d'instance. Le 5 janvier 1976, la direction donne 2 jours de mise à pied pour le motif : « Par mesure de sécurité ».

Le 7 janvier 1976, même scénario. Les travailleurs se mettent en grève. Le 8 janvier, la direction fait jeter dehors les travailleurs qui ont fait grève la veille et le 9 janvier elle refuse de donner du travail aux syndiqués CFDT. Depuis, ce ne sont que menaces, mutations arbitraires, atteintes aux droits syndicaux, lock-out, etc.

Les travailleurs de chez Miserez sauront faire entendre raison à ce patron fascisant.

#### Grève à la Télé-mécanique

Depuis lundi dernier, le personnel de la Télé-mécanique Informatique est en grève illimitée dans les usines d'Echirolles et de Crolles. Cette grève a été votée à 90 % du personnel d'Echirolles (600 personnes) et à 60 % à Crolles (120 personnes). Les travailleurs exigent le rattrapage d'une augmentation du pouvoir d'achat.

#### A Voiron et Rives occupation des Ets Parendel

Suite aux décisions de la direction des Etablissements Parendel de licencier 9 personnes, les travailleurs, ouvriers et employés occupent leur usine. Ils exigent la réintégration de leurs neuf camarades et la garantie de l'emploi.

## LA PAROLE A LA CLASSE OUVRIERE

### LES CHEMINOTS

#### DU MANS

Dans leur lettre les camarades cheminots annoncent leur participation au rassemblement national ouvrier du 14 février.

Avec des panneaux et des bulletins d'entreprise, ils expliqueront leurs différentes luttes :

— Contre la bourgeoisie, par l'intervention des cheminots dans les bureaux des chefs de gare, principalement le secteur du bureau de renseignements-gare.

— Contre les faux-communistes dirigeants du PCF et de la CGT, dans les grèves, manifestations, lors des élections professionnelles des délégués du personnel.

— Pour la diffusion du quotidien, et les panneaux — notamment lorsqu'ils sont contre les deux superpuissances et montrent le rôle d'agents du social-impérialisme du PCF — à l'entrée de la cantine SNCF.

14  
février  
1976



RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER  
PARIS  
SALLES A ET B  
DE LA MUTUALITE  
DE 14 A 24 H

— Le développement du marxisme-léninisme dans la classe ouvrière.

Ils terminent leur lettre en disant : « Nous viendrons nombreux ».

## Au service de liquidation de l'ORTF

### PREMIER PAS DANS LES LUTTES D'OCCASIONNELS

La section syndicale CFDT-SURT du service de liquidation a pu acquérir une pratique démocratique tant au niveau de la démocratie syndicale qu'au niveau des masses, lors de la dernière grève des travailleurs des sociétés issues de l'ex-ORTF.

Dans un communiqué de presse — du 16 janvier — qui nous a été envoyé, elle explique :

« Le service de liquidation de l'ex-ORTF, service du premier ministre, appelé à disparaître son rôle étant accompli, comptait renvoyer au chômage les 150 auxiliaires qui le composent.

« C'est en refusant cet état de fait, en se battant quotidiennement pied à pied avec sa direction, en établissant une pression permanente sur son lieu de travail — pression qui s'est soldée par une grève les 2 et 3 décembre 1975 — que les travailleurs du service de liquidation ont fait basculer le rapport de force en leur

faveur et arraché une première victoire. »

Il s'agit du reclassement s'accompagnant d'une formation professionnelle. La direction doit présenter son plan vers la fin du mois de janvier.

Le communiqué continue :

« Les travailleurs du service savent bien, à juste titre, que la bataille n'est pas terminée et qu'ils risquent fort de se heurter encore à leur direction sur les modalités d'application de la formation professionnelle et sur la nature des emplois proposés. »

Il indique que toutefois il s'agit d'un « pas en avant dans les luttes d'occasionnels dont l'importance est souvent mal appréciée, mais où se posent souvent de la manière la plus aiguë tous les problèmes qui ont trait à la garantie de l'emploi. »

Comme la section syndicale nous souhaitons que ce premier pas « serve à l'extension et au succès des luttes de tous les auxiliaires ! »

## la France des luttes



A la Solmer (Fos sur Mer) :

#### NOUVELLE RIPOSTE AUX MESURES DE CHOMAGE

Suite à la grève surprise du 13 janvier dernier, qui était un avertissement aux patrons Wendel-Sidélor, Usinor, Thyssen, les ouvriers des hauts-fourneaux de l'usine sidérurgique Solmer à Fos sont de nouveau en grève.

Les quatre postes des hauts-fourneaux de la Solmer emploient environ 280 ouvriers.

C'est suite à l'annonce par la direction de mesures de chômage pour les mois de février et de mars, qu'une grève spontanée a été déclenchée par les ouvriers des hauts-fourneaux. Dans un communiqué, les responsables CGT et CFDT ont déclaré que la grève continuera secteur par secteur jusqu'à l'annulation des mesures de chômage.

#### OCCUPATION DE L'USINE VERLINDE A VERNUILLET (EURE ET LOIR)

Depuis le 15 janvier, les métallos de l'usine Verlinde à Vernouillet (Eure et Loir) fabriquant des engins de levage occupent leur usine.

Cette occupation fait suite à la décision du personnel de se mettre en grève (142 voix pour sur 150 ouvriers, employés et cadres) pour riposter aux mesures du patron visant à réduire les horaires, diminuer les salaires et augmenter les cadences.

Ils exigent 40 h payées 42 h 30, le salaire minimum à 1 850 F.

#### DÉBRAYAGES DANS LES USINES RHONE-POULENC TEXTILE

A l'appel des quatre organisations CGT, CFDT, FO et CGC, des débrayages ont eu lieu mardi dans les usines du groupe Rhône-Poulenc textile, de l'agglomération lyonnaise.

A Lyon-Vaise, les organisations ont appelé à trois heures de grève en début de poste. Les portes ont été bloquées par des piquets mardi matin, à partir de 5 h 30 : le mouvement a été suivi à peu près à 100 % dans cet établissement.

Dans l'agglomération, une grève de 24 heures a eu lieu à Vaulx-en-Velin. Mercredi matin, le personnel de l'usine de Vénissieux a débrayé pour protester contre l'application autoritaire d'un horaire de 38 heures avec perte de salaire et le fait que le refus de cet horaire entraînerait des licenciements. Actuellement les 900 travailleurs de l'usine sont en chômage partiel (32 heures par semaine).

#### SIR CARAVELAIR (EX-SEMM TRIGNAC) UN SALAIRE DECENT POUR 40 H

C'est à Tournon dans l'Ardèche que se trouve aujourd'hui l'ancienne entreprise Semm de Trignac où les ouvriers avaient lutté plus d'un an contre leurs licenciements.

La Sir Caravelair emploie 400 ouvriers, dont 44 % ont moins de 25 ans.

Malgré l'absence de délégués du personnel et la jeunesse (4 mois) des sections syndicales, à l'initiative de la CFDT, se sont tenues deux assemblées générales, auxquelles la CGT a participé. Il a été décidé de refuser l'augmentation des horaires — 45 h — imposée par la direction, alors que l'Ardèche est un des départements les plus touchés par les licenciements et le chômage.

Les ouvriers refusent d'allonger leur temps de travail pour une augmentation de salaire. Ils veulent un salaire décent pour 40 h.

Correspondant HR.

#### SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES ESPAGNOLS

Les syndicats CGT, FO, CFDT et FMC de la Compagnie internationale des wagons-lits expriment leur « solidarité avec leurs 2 500 collègues espagnols en grève » et indiquent « qu'ils refusent d'exécuter tout travail normalement assuré par eux ».

#### OCCUPATION D'UNE FABRIQUE DE BISCOTTES DANS LA SEINE MARITIME

Les 150 salariés de l'entreprise « Biscottes Clément » à Deville-les-Rouen (banlieue rouennaise) occupent leur usine depuis mardi pour appuyer leurs revendications, principalement : salaire minimum de 1 700 F, augmentation de la prime de vacances et respect des droits syndicaux.



VANNES

## GREVES TOURNANTES CHEZ MICHELIN

Depuis le 5 janvier, les travailleurs de l'usine Michelin de Vannes (1 300 salariés) font des grèves tournantes allant de 1 à 4 heures dans les ateliers. Ces mouvements sont suivis par la quasi-totalité des travailleurs.

Ces débrayages ont commencé à la suite d'une sanction frappant un délégué syndical : en effet par l'intermédiaire de certains chefs tenant des propos fascistes du genre «les agents n'ont qu'à manger des pommes de terre et du lard qu'ils n'arrivent pas à se payer de la viande tous les jours», la direction en-

tend par la répression étouffer les libertés syndicales, empêcher les délégués d'aller discuter avec le personnel sur les postes de travail.

Outre la levée de la sanction frappant le délégué syndical, les travailleurs exigent la satisfaction des revendications portant sur les salaires (1 F de l'heure, 0,50 F dans l'immédiat), les classifications, la réduction de la durée de travail (40 heures sans perte de salaire) etc.

Les travailleurs continuent la lutte. Dans un tract la CFDT déclare : «Face à Michelin, il faut nous organiser pour une lutte longue et dure !»

## Chez Rivière Casalis à Orléans

## Contre les cadences et la répression syndicale

### Grève illimitée

Depuis le 15 janvier, les travailleurs de l'usine Rivière Casalis sont en grève. Dans cette usine qui fabrique du matériel agricole et compte 760 salariés dont les deux tiers sont ouvriers, la direction a décidé d'augmenter les cadences de 15 %. C'est le moyen qu'elle a trouvé pour faire encore plus de profits en voulant sortir le même volume de production qu'il y a deux ans avec un personnel moins nombreux. En l'espace de 2 ans, 200 travailleurs ont quitté l'usine, soit par départs volontaires, soit par licenciements.

Devant l'augmentation des cadences, le personnel de la chaîne refuse de travailler en présence des chronométrateurs. Ceux-ci, malgré tout, forcés par la direction, continuent leur chronométrage et au cours d'une réunion, les travailleurs unanimes décident de confisquer leur matériel.

La direction cherche alors à intimider et à désorganiser la combativité ouvrière : le délégué syndical CFDT est sévèrement réprimé avec 3 jours de mise à pied renouvelés, soit 6 jours en tout.

En plus du mécontentement existant, cette sanction visant à étouffer les libertés syndicales n'a fait que révolter encore plus les travailleurs. A l'appel de la CFDT et de la CGT, 95 % des ouvriers de production décident la grève.

Lundi dernier se tenait une assemblée générale, une entrevue avec la direction était décidée. La direction est restée sur ses positions.

A cette attitude provocatrice, les travailleurs ont répondu énergiquement en durcissant leur lutte et en élargissant leurs revendications. En plus des deux premiers points restés en suspens, ils exigent maintenant la suppression du boni avec un salaire minimum de 2 000 F par mois, une augmentation de salaire de 250 F pour tous, une 5e semaine de congés payés, des accords d'entreprise permettant le départ en retraite à 60 ans avec 80 % du salaire, une heure d'information syndicale.

Les travailleurs sont déterminés à poursuivre leur mouvement, d'appeler à la solidarité financière et morale pour parvenir à la satisfaction de leurs revendications.

Après discussion avec un délégué syndical CFDT de l'usine, nous retraçons ci-dessous quelques étapes concernant l'activité d'Usinor à Trith près de Valenciennes, et les prises de position des 2 syndicats. Il apparaît de plus en plus un

En 1972, les syndicats interviennent auprès du Conseil général à propos du désengagement d'Usinor dans la région. Ils demandent une table ronde.

En 1973, devant l'apathie de la direction d'Usinor la CFDT fait un plan de défense et de sauvegarde, axé sur la nécessité de maintenir l'activité d'Usinor à Trith. Ce plan est présenté aux militants, puis aux élus. La CFDT demande la création d'un comité intersyndical et se heurte au refus de la CGT.

En 1974, entrevue avec des collaborateurs de Charbonnel (alors ministre du Développement culturel et scientifique). Promesse de discussions non tenue.

En 1975, avant les vacances, création d'un comi-

clivage entre la ligne de collaboration de classe des dirigeants CGT (PCF) et la volonté de la CFDT de traduire concrètement dans la pratique une position de lutte efficace contre tout licenciement.

de défense, à l'initiative de Carpentier (mairie PCF de Trith), de Ansart (député PCF de la circonscription), de la CGT et de quelques sociétés locales.

La CFDT avançant que la lutte doit se mener à l'intérieur de l'usine et que c'est aux travailleurs eux-mêmes de la prendre en main, propose l'organisation de comités de soutien dans les 121 communes concernées par le problème : ces comités n'ayant pas à intervenir dans la direction de la lutte ou dans le choix des moyens d'action.

En novembre, le chef du personnel annonce à la radio la suppression de 2 000 emplois. Le PDG annonce un peu plus tard l'arrêt de la fonderie d'acier.

En décembre, lors de la réunion du Comité d'établissement la CFDT et la CGT envahissent les bureaux, puis vont déposer à la sous-préfecture une demande (commune avec la CGC) d'intervention des pouvoirs publics.

Dès ce moment des divergences apparaissent entre la CFDT et le comité de défense à propos des moyens d'action, le comité de défense et la CGT préparant dès cette époque la manifestation du 20 janvier.

En 1976, au Comité d'établissement la direction propose un plan de modernisation qui n'est en fait qu'un plan de liquidation. Alors la CFDT propose de ne pas participer au Comité d'établissement, de débrayer et de se rendre en cortège à la sous-préfecture en vue d'obtenir une réponse à la demande émise en décembre. La réponse de la sous-préfecture (de Valenciennes) est évasive. La CFDT prend la parole et affirme sa volonté de durcir le mouvement. C'est ce jour-là que les travailleurs vont bloquer l'autoroute Paris-Bruxelles. Les ouvriers présents appel-

lent à une série d'actions spectaculaires.

Mercredi 20 janvier (avant le blocage du Calais-Bâle) la CFDT donne son accord pour la manifestation du 20 janvier. Comme nous, la CFDT a remarqué le manque d'enthousiasme de cette manifestation d'environ 2 000 personnes, la qualifiant de procession. Ce qui n'exclut nullement une volonté de lutte puisque l'usine a débrayé à plus de 90 %.

De toute façon pour la CFDT il est d'ores et déjà très clair que ce genre de «processions» est loin d'être suffisant et qu'il faut accentuer l'action.

Notons que la télévision régionale a passé un reportage sur cette journée du 20, accordant une interview à Ansart, à la CFDT et à Salengro (secrétaire CGT d'Usinor-Trith) qui en a profité pour discréditer l'action de la CFDT, «minoritaire» selon lui.

De plus il faut savoir que le processus prévu par la direction est en train de s'enclencher, il est question de déplacer 5 23 personnes cette année.

Colette SAUTHER.

## RETROSPECTIVE

### Sur le désengagement d'Usinor dans la région

(Trith Saint Léger)

## Au tribunal de Paris, le procureur déclare :

## «LA FRANCE A BESOIN DE TRAVAILLEURS IMMIGRES, PAS DE BOXEURS»

Il s'appelle Abdou. Il est né il y a 29 ans au Sénégal. Célibataire, il est arrivé en France il y a 5 ans et il a travaillé comme maçon jusqu'en mars 1975, date à laquelle il a été licencié. Le 20 janvier, il est comparu devant la 23e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

C'est dans la station de métro Strasbourg-St-Denis qu'il a été interpellé au

cours d'une vérification d'identité. «La police avait été informée qu'un groupe d'individus se livrait à la vente de tickets de métro à l'unité, ce qui est interdit» a déclaré le président. Voilà déjà, pour la bourgeoisie, un délit plus grave qu'il n'y paraît... Pensez, vendre des tickets à l'unité !

Bien sûr, Abdou ne touchait qu'une maigre allocation de chômage, mais ce n'est pas une raison valable...

pour un juge de la bourgeoisie !... Et il y a pire encore, «vous avez copieusement insulté les agents de la force publique...», certainement «si vous aviez cédé de bon gré à la demande de la police, vous ne seriez pas ici».

Abdou : «Les policiers sont arrivés et m'ont dit : "Tire-toi, c'est interdit de vendre des billets, si tu refuses on te casse la gueule". J'ai enlevé ma veste. Ils ont commencé à me taper.»

«Vous faites du sport ?» «Non» «Vous avez mis K.O. trois gardiens ?» «C'étaient des gringalets !»

Le procureur : «Ce que je note dans cette affaire, c'est que les policiers sont à l'hôpital. Vous avez voulu faire valoir vos biceps... La France a besoin de travailleurs immigrés, pas de boxeurs !»

Délibéré : «Quatre mois de prison dont deux avec sursis !»

## PRIX : ÇA GALOPE !

Selon des premières indications, l'indice des prix de décembre qui sera officiellement rendu public la semaine prochaine, ferait apparaître une hausse des prix de détail d'au moins 0,8 %. Toujours selon les données gouvernementales — dont on sait qu'elles sont largement inférieures à la réalité — si ce taux se confirmait la hausse serait de 9,9 %

pour l'ensemble de l'année 1975.

La façon dont la bourgeoisie parle de ces hausses de prix est remarquable. Chacun y va de sa petite recette pour essayer de tromper le peuple. De sorte que d'un journal bourgeois à l'autre, on se contredit allègrement.

C'est ainsi que tandis que «Le Quotidien de Paris» tente d'inspirer confiance par son réalisme en écrivant : «Prix : décembre plus mauvais que novembre» ; le journal économique «Les Échos», lui, essaie comme d'habitude de masquer la réalité et titre : «Un mois de décembre assez calme...»

Il s'agit donc de ne pas se laisser abuser par les appré-

ciations des capitalistes. D'ailleurs les faits se chargent eux-mêmes de nous ouvrir les yeux. Notamment les hausses de prix des produits alimentaires, comme celles des céréales, des conserves, en particulier de haricots verts, des fruits, notamment des poires et des bananes qui ont grimpé en flèche.

# SOUSCRIVEZ POUR QUE VIVE L'IDEAL DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total le 20/1/76 . . . 156 788,17 F	Une surveillante . . . . . 5,00 F	Suppl. à calend LSM . . . 100,00 F	BAA sousc. . . . . 100,00 F
CDHR Theisz . . . . . 301,25 F	Un techn. son . . . . . 10,50 F	Pour la sousc. B Ch . . . 800,00 F	Suppl. cal. et c. post. BG 10,00 F
Sousc. anonyme . . . . . 200,00 F	Un technicien répar. . . . 3,50 F	Pour l'idéal com. de	JC compl. cde . . . . . 150,00 F
Sousc. de masse :	Une trav. portugaise . . . 5,00 F	la dictat. du prol. . . . 100,00 F	Suppl. abt et cal. et cartes
Une secrétaire . . . . . 10,00 F	Une trav. portugaise . . . 5,00 F	Total général	post. DM . . . . . 47,00 F
Un techn. son . . . . . 50,00 F	Un caméraman . . . . . 2,00 F	le 21/1/76 . . . . . 161 289,42 F	
un électricien . . . . . 10,00 F	Un caméraman . . . . . 10,00 F		Pr l'unité des ml PJR 400,00 F
Une trav. en	Un techn. son . . . . . 3,00 F		Sousc. coll. anonyme 110,00 F
assurance . . . . . 10,00 F	Un caméraman . . . . . 3,00 F		CDHR E Le Duan 660,00 F
Un techn. son . . . . . 10,00 F	Une informatic. . . . . 2,00 F		CDHR G. Péri A. milit.
Une techn. son . . . . . 2,00 F	Un syndicaliste . . . . . 10,00 F		et masse . . . . . 131,30 F
Une mère de famil. . . . . 40,00 F	Un surveillant . . . . . 2,00 F	Total le 21/1/76 161 289,42 F	
Une infirmière . . . . . 50,00 F	Un caméraman . . . . . 8,00 F	CDHR L. Sanchez «Pour	
Un techn. son . . . . . 100,00 F	Une camarade . . . . . 539,00 F	que la jeunesse ait son	
Un techn. son . . . . . 10,00 F	Total . . . . . 1 000,00 F	outil de combat quot. . . 90,00 F	
Un étud. orthop. . . . . 100,00 F	Pour le quotidien	Sousc. JM . . . . . 100,00 F	
	de la classe ouv. . . . . 2 000,00 F	DG . . . . . 30,00 F	Total le 22/1/76 163 117,72 F

## LIVRES A LIRE

### Une histoire de mercenaires, celle d'«UNE MILICE PATRONALE : PEUGEOT» (1)

«Précis comme un rapport de police», a-t-on dit de ce petit livre écrit par deux journalistes du «Canard enchaîné» et de «l'Unité», Claude Angeli et Nicolas Brimo. Mais un rapport qui n'a eu, légalement, aucune suite, ni démenti, et qui n'a été versé à aucun dossier de procès. Pourtant il y a eu mort d'homme : le 10 juin 1968, trois balles des CRS ont fait mouche. Tombés au champ d'honneur des batailles ouvrières, Pierre Beylot, 24 ans, et Henri Blanchet, 49 ans. Deux ouvriers amputés l'un d'une jambe, l'autre d'un pied.

C'est d'abord cela que les auteurs rappellent utilement. De même qu'ils soulignent l'erreur première des syndicats qui ne réagirent pas immédiatement aux premières embauches de mercenaires, pensant qu'elles visaient les «gauchistes». Mais surtout ils ont voulu démontrer, et y ont réussi, qu'il ne s'agissait pas «de la réaction» d'un patron ordinaire, affolé par la subite naissance d'une section syndicale, mais de la décision réfléchie d'un état-

major de dirigeants issus du meilleur monde, partout respectés. Il est bon de rappeler les noms de certains de ces derniers (cf. encadré). Le lecteur en retrouvera quelques-uns dans «B... comme Barbouzes», ou dans les documents sur l'histoire de l'OAS. Le chômeur risque d'en retrouver d'autres lorsqu'il demandera un emploi dans une de ces multiples officines de travail intérimaire, spécialisées dans la fourniture de «spécialistes en tout genre» !

Après la «grève bouchon» des 146 «pistoleurs» (peintres au pistolet) de Sochaux en novembre 1969, le directeur général du personnel estime que la CFT ne suffit plus à la tâche, cette CFT pourtant accoutumée aux attaques des piquets de grève (à Mulhouse, à Bart). Et la région de Montbéliard devient le lieu d'un merveilleux rassemblement de beau monde : anciens d'Indochine, ex-commandos de l'OAS, proxénètes, doublement rémunérés, officiellement (par la société d'intérim Nora) et clandestinement.

Il ne faut pas croire que Peugeot constitue une exception dans le patronat français et qu'il s'attire la réprobation d'autres entreprises plus libérales. Ses méthodes n'ont en rien empêché la conclusion d'un accord avec Dreyfus, de la régie Renault, pour la création de deux filiales communes, «la Française de mécanique» et la «Société des transmissions automatiques». François

Ceyrac, président du CNPF, ne refusera pas en 1973, le fauteuil au conseil d'administration des «Automobiles Peugeot»... le même Ceyrac qui engage maintenant les directions à être plus «combatives».

Encore de beaux jours pour les colonels Cocogne et les anciens OAS, jusqu'à ce que systématiquement réponde la violence ouvrière à la violence patronale.

Des noms à retenir :	
Général Charles Feuquier :	directeur du personnel ancien directeur de la Sécurité militaire
Claude Archambault :	directeur du personnel et des relations sociales à Sochaux devenu, depuis la fusion Peugeot-Citroën, directeur général du personnel chez cette dernière
Colonel Henri Cocogne :	cadre à la direction du personnel
Colonel Albert Lenoir :	conseiller à la société d'intérim Nota ancien adjoint à Bigeard, au 3 <sup>e</sup> RPC
Claude Peintre :	Collaborateur de Nota ancien chef du commando «Delta-15»
Jacques Prévost :	membre du commando du Petit Clamart

## PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

Au sommaire du No 3 - 19 janvier 1976 :  
 - Pékin rend un solennel hommage à la mémoire du  
 camarade Chou En-lai  
 grand révolutionnaire prolétarien  
 du peuple chinois  
 et éminent combattant communiste  
 - Pays et peuples d'Asie : Gare au tigre qui entre par la porte de derrière lorsque le loup est chassé par la porte de devant.

## CLUB DE CRÉTEIL L'Association des Amitiés franco-chinoises présentent IMAGES DE LA CHINE

EXPOSITION : gravures contemporaines montées sur rouleaux de soie  
 collection philatélique  
 OUVERTURE DU VENDREDI 23 AU SAMEDI 31 JANVIER DE 9 H A 22 H  
 Vernissage le : samedi 14 janvier à 15 h.  
 SOIRÉE-DÉBAT : projection de diapositives  
 témoignage de 3 Cristoliens de retour de République populaire de Chine  
 samedi 7 février à 21 h.  
 Club de Créteil - quartier de la Croix des Mèches -  
 Tel. : 899-75-40 et 899-81-40 - Mo Créteil Université.



LA FAUCILLE No 13  
 Le deuxième numéro de janvier vient de paraître ; passez vos commandes à l'Humanité rouge - BP 61 - 75861 Paris Cedex 18 - le numéro : 0,70F



Textes traduits de la presse chinoise  
 Prix : 5 F.  
**vent d'est**  
 n°1  
 Nouvelle parution aux Editions du Centenaire. Passez vos commandes à E-100, 24, rue Philippe de Girard, 75020 Paris.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE	Pli ouvert 1 mois . . . . . 32 F 3 mois . . . . . 95 F 6 mois . . . . . 190 F Soutien . . . . . 300 F
	Pli fermé 1 mois . . . . . 60 F 3 mois . . . . . 180 F 6 mois . . . . . 360 F Soutien . . . . . 500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.	



## Communiqué : «AN DIE MUSIC» NE PASSERA PAS !

Dimanche 18 janvier, le groupe «Foudre», groupe maoïste d'intervention dans la culture, a interrompu la séance de matinée de la pièce «An die Musik» du Pip Simmons Theatre Group au théâtre Récamière à Paris, pour exiger une discussion et exposer son point de vue. Le trouble qui a suivi dans la salle, le déchaînement de nombreux spectateurs contre le groupe, ainsi que les menaces et tentatives de violence dont il a été l'objet malgré le soutien à son intervention d'une partie du public, ont provoqué l'arrêt de la représentation et la fermeture rapide du théâtre, dont les acteurs avaient aussitôt quitté la scène. En renouvelant son appel général à la dénonciation active de ce spectacle inadmissi-

ble, le groupe «Foudre», d'intervention culturelle, affirme dans un tract que :

«"An die musik" est une pièce dont l'existence est intolérable, elle ne doit pas être jouée. Pourquoi ?

»Parce que personne ne peut assister passivement à l'humiliation des victimes par les bourreaux ; il n'y a pas de place extérieure à une telle scène, qui permettrait de voir une telle réalité comme un spectacle.

»Réalité en deux sens : 1) — mise en scène de l'histoire, évocation des camps de concentration, c'est-à-dire une réalité avec laquelle on ne peut pas jouer.

2) — réalisme absolu du jeu théâtral, défiant lui aussi la possibilité d'être spectateur : coups réels, vomissement forcé réel, exhibition réelle

des organes sexuels des victimes, etc...»

Le groupe «Foudre» estime que «ce n'est pas quelque chose qu'on regarde : il n'y a pas de regard tiers. On est d'un côté ou de l'autre — fasciste, ou dans cette pièce, juif humilié.

»Il est possible, et fort probable, qu'un fasciste prenne plaisir à cette pièce. Par contre, prétendre que nous sommes les victimes est une supercherie, une abstraction. Nous ne sommes pas prisonniers dans un camp quand nous voyons cette pièce de nos fauteuils. Quant à nous y identifier, c'est un mensonge : qui osera dire que les victimes, c'est "ça", alors qu'elles sont vues uniquement par les yeux du nazi ? En fait, seul cela compte, il n'y a

rien d'autre à voir, rien d'autre n'est montré : l'humiliation dernière des juifs. C'est une insulte insensée à la mémoire de six millions d'assassinés, une insulte présente à tous les juifs vivants et à travers cette insulte insensée, l'humiliation réelle de tous les opprimés.»

Le groupe «Foudre» affirme que «"An die musik" prétend servir contre le fascisme, en nous obligeant de façon cruelle à garder la mémoire. C'est faux : ce qu'on nous montre n'a rien à voir avec le système concentrationnaire nazi, cette machine effroyable méticuleusement mise au point par les SS. De cet univers, n'entrevoir que le centième — il y a des documents qu'il faut connaître en effet — est dix fois suffisant pour compren-

dre que les SS aient pu obtenir des prisonniers qu'ils jouent pour eux de la musique. Mais il est vrai, partir de ce point de vue, c'est bien trop simple ! Et cela poserait plutôt le problème de comprendre comment cette machine si puissante s'est pourtant heurtée à une résistance acharnée qu'elle n'a jamais pu vaincre.

»Mais non. Ce que la pièce choisit de montrer, ce qui l'oblige à faire une totale abstraction des conditions réelles de l'univers des camps c'est uniquement l'espace que constitue la subjectivité des victimes, acharnées de façon folle à se détruire, se dégrader et s'humilier, sur l'ordre d'un nazi symbolique.»

Le groupe «Foudre» se demande «comment est-ce

possible ? Au prix, tout simplement, que le personnage des juifs soit préalablement identifié à sa caricature la plus immonde produite par les antisémites eux-mêmes : c'est cela qu'on voit dans l'atroce pantomime du début, intitulée «le rêve d'Anne Frank», où les prisonniers juifs présentent d'eux-mêmes une image pire que celle que Hitler n'en a jamais donnée.» (...)

«Qu'on y prenne garde : le fascisme ne vient pas de ceux qui interviennent dans un spectacle et l'interrompent pour demander qu'on discute.»

Car le groupe «Foudre» estime qu'il y a une différence importante entre «voir un spectacle de ce type (...) et prendre position sur le fascisme».

## Le groupe Rosta à la Maison de la culture de Choisy-le-Roi Maiakovski vivant ?

Vendredi 16 janvier, la Maison de la culture de Choisy-le-Roi accueillait le groupe Rosta qui présentait «Musique et poésie-Maiakovski». Nous avons eu droit à une prestation exceptionnelle.

Oui, Maiakovski s'est réincarné devant nous et pour toujours et sa force tonnante de poète n'est pas prête de se taire. L'engagement du Groupe Rosta y est pour beaucoup. Oui la force des mots de Maiakovski souffle encore sur le feu des luttes du prolétariat en 1976.

A la vérité, on pouvait se poser des questions en allant voir le groupe Rosta... Est-il possible de jouer Maiakovski dans toute sa dimension révolutionnaire dans l'atmosphère étouffante d'une Maison de la culture dirigée et contrôlée par une municipalité PCF, surtout quand on connaît la pratique de censure ou de récupération des municipalités pour tout ce qui est un peu révolutionnaire ?

Si le groupe Rosta a été appelé pour participer à une telle récupération de Maiakovski, c'est raté. Peu à peu, le public dans la salle a senti que les armes contenues dans les poèmes de Maiakovski, portées par la musique comme par la voix, étaient vraiment tranchantes.

Unité, ferveur, intensité, telles sont les images qui viennent à l'esprit. Ces paroles écrites dans les années vingt, le groupe Rosta ne les a pas sorties provisoirement du Musée de Moscou pour commémorer un anniversaire factice. Le drapeau rouge de Maiakovski qu'il nous

tend ne sent pas la naphthalène.

Maiakovski vit au temps présent, quand Nicolas Jivlic entonne (parle-t-il ou chante-t-il ?) avec détermination le poème consacré à la mort de Lénine :

...«En rangs prolétaires, pour le dernier corps à corps ! Armée de prolétaires dans l'ordre, avance ! Vive la révolution joyeuse et rapide ! Ceci

est la seule et unique grande guerre : De toutes celles que l'histoire ait connues» (1924)

Maiakovski, au fond de sa conscience et de son cœur affirme que notre temps est celui des révolutions prolétariennes et de la libération de tous les peuples de la terre... Les armes à la main... clouant ainsi le bec aux apôtres du révisionnisme et du réformisme.

Au diable le manifeste-trahison de Champigny ! Les artistes du groupe Rosta ne mettent pas de A majuscule au mot «art» le réservant avant tout aux Armes du prolétariat.

Le spectacle lui-même ? Les idées puissantes jaillissent comme des flèches lumineuses et les sens ne sont pas assez habitués pour tout capter. A peine a-t-on retenu une idée force qu'on est happé par le combat. Les mots et la musique luttent entre eux mais c'est pour mieux éclairer l'obscurité de l'ordre actuel. Le spectacle est une moisson, pour prendre il faut donner, spectateurs et acteurs se font moissonneurs.

Montré à Choisy, dans le

cadre d'un programme de «spectacle-consommation», le spectacle n'a pu trouver son espace idéal. Mais où peut-il le trouver actuellement si ce n'est là où les travailleurs sont maîtres de leur destin quand ils occupent leur usine ?

Le groupe Rosta en est conscient. De fraternelles discussions ont eu lieu après la représentation, avec les spectateurs (et pas seulement sur la forme de l'œuvre).

Le groupe Rosta passe un peu partout en France, ne manquez pas d'aller le voir, il vous offre Maiakovski, grand poète au service du peuple.



Le groupe Rosta sur scène (photo HR)

## Vu par un de nos lecteurs : LE SURMENAGE DES PATRONS



## QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (3)

# L'expérience historique de la Commune de Paris

Georges Marchais, le secrétaire général du parti révisionniste français, a, nous l'avons vu, déclaré lundi dernier que la dictature du prolétariat est incompatible avec la « démocratie la plus poussée » que son parti préconise.

N'est-ce pas là un profond enseignement sur la bassesse extrême à laquelle conduit la corruption, par la bourgeoisie, d'un parti ouvrier ! Car enfin, il faut vraiment être jusqu'au cou dans la fange et la pourriture des richards pour déclarer froidement à un peuple aux riches traditions insurrectionnelles, à un peuple qui a pris tant de fois les armes dans l'Histoire que la plus magnifique et révolutionnaire de ses révolutions, la Commune de Paris de 1871, ne fut qu'une « dictature » au sens bourgeois et courant du terme, une dictature incompatible avec la « démocratie la plus poussée ».

Pensez à l'énormité de la chose, qui ferait rire si elle n'avait pas de si graves conséquences : voilà Marchais, le volontaire en Allemagne nazie, Marchais l'arriviste, « Marchais le menteur, complice des tueurs » comme criait le peuple de Paris aux obsèques de Pierre Overney, voilà donc ce Marchais-là déguisé en dirigeant communiste qui vient, à la tête de sa clique, raconter que les héroïques communards « montés à l'assaut du ciel » ne furent pas capables d'instaurer « la démocratie la plus poussée » que lui Marchais va nous amener sur un plateau électoral...

Comparez Marchais à Marx et Engels, qui comprirent immédiatement la « Commune de Paris » comme la première forme de la dictature du prolétariat et qui relevèrent précisément parmi les erreurs de la Commune de Paris sa générosité excessive à l'égard des exploités, vous mesurerez rapidement l'infamie réactionnaire de ses propos.

Qu'est-ce qui est important pour la révolution socialiste : que le prolétariat applique la « démocratie la plus poussée », c'est-à-dire la reconnaissance du droit de vote et autres droits politiques à la bourgeoisie (l'« alternance démocratique »), ou bien qu'il sache user fermement de sa violence de classe pour réprimer et dissuader les tentatives de restauration du capitalisme par la bourgeoisie ? A cela Marx, Engels, Lénine ont répondu sans ambiguïté. Parlant de la Commune de Paris, Marx écrit tandis que celle-ci combattait les Versaillais :

« Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses propres mains, quand de simples ouvriers osèrent pour la première fois toucher aux privilèges gouvernementaux de leurs "supérieurs naturels" les possédants, et dans des circonstances d'une difficulté sans exemple accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement, le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du Travail, flottant sur l'Hôtel de ville. L'Histoire ne connaît pas d'exemple aussi grand. S'ils succombent, seule leur bonté d'âme en sera la cause. » Et Engels soulignait de son côté :

« La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ? » (Engels : « De l'autorité »).

Cet aspect essentiel de la Commune de Paris, ceux qui ont révisé Marx et Engels l'ont toujours laissé dans l'ombre. Au lieu de cela ils mettent l'accent sur l'élection au suffrage universel dans tous les arrondissements de Paris des délégués à la Commune, pour essayer de démontrer que la « démocratie la plus poussée » était réalisée c'est-à-dire que tout le monde était égal : l'ouvrier comme le bourgeois.

Répondant à Kautsky, ce dirigeant opportuniste qui parlait, lui, de « démocratie pure », Lénine ironisa sur cet argument stupide et le démolit :

« N'est-il pas ridicule de présenter comme "démocratie pure" avec "suffrage universel" la division de Paris en deux camps belligérants, dont l'un réunissait toute la bourgeoisie militante et politiquement active ?

» En second lieu, la Commune lutait contre Versailles, en tant que gouvernement ouvrier de FRANCE contre le gouvernement bourgeois. Que viennent faire ici la « démocratie pure » et le « suffrage universel », puisque c'était Paris qui décidait du sort de la France ? Quand Marx estimait que la Commune avait commis une faute en ne s'emparant pas de la Banque de France, qui appartenait au pays tout entier, s'inspirait-il des

principes et de la pratique de la « démocratie pure » ? (Lénine : Le Renégat Kautsky et la révolution prolétarienne).

muné, dont le caractère prolétarien allait rapidement s'affirmer. Jamais tant d'ouvriers n'avaient eu de telles responsabilités. Avec les difficultés nées de la guerre civile ils allaient s'affirmer comme le noyau le plus opiniâtrement révolutionnaire de ce gouvernement de Paris. Ainsi la Commune successivement et immédiatement dès sa mise en place décréta, car elle exerçait un pouvoir à la fois législatif et exécutif :



Le 18 mars 1871 - C'est à la force des baïonnettes que le premier pouvoir révolutionnaire du monde basé sur la DICTATURE DU PROLETARIAT EST NE, ce fut LA COMMUNE DE PARIS.

— la suppression de l'armée permanente et son remplacement par la Garde nationale formée de tous les citoyens réunis ;

— la limitation des traitements des membres et employés de la Commune : ceux-ci ne devaient pas dépasser les salaires moyens d'un ouvrier qualifié ;

— l'interdiction des amendes infligées par les employeurs aux ouvriers ;

— l'école ouverte à tous et gratuite ;

— la gestion par les ouvriers des entreprises dont les propriétaires s'étaient enfuis ;

— l'élection des fonctionnaires et magistrats au suffrage universel et la possibilité pour leurs électeurs de les révoquer à tout moment.

« Ainsi, écrivit Marx, apparut incisé et pur, le caractère de classe du mouvement parisien. Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants recon-

nus des ouvriers. Des étudiants portaient, de même, un caractère nettement prolétarien. »

Toutes ces mesures prises immédiatement par la Commune de Paris furent tellement importantes que Marx et Engels n'apportèrent qu'une seule modification au programme du « Manifeste du Parti communiste » écrit plus de vingt ans plus tôt. Ce fut pour montrer que la Commune a tenté de BRISER, de DEMOLIR radicalement la « machine d'Etat rou-

vrète » en supprimant l'armée permanente, la bureaucratie, le PARLEMENTARISME.

De l'expérience des masses révolutionnaires de Paris, K. Marx avait dégagé une loi fondamentale de la révolution socialiste et dès le 12 avril 1871, pendant la Commune, il écrivait à Kugelmann :

« Dans le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la BRISER. C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. »

Mais sans doute tout cela effraye-t-il monsieur Marchais !

Il est vrai qu'il n'y a rien de moins « démocratique » que de ne pas consulter la bourgeoisie pour décréter la dissolution de l'armée permanente, de la police, et autres bandes armées du capital, que d'envoyer les fonctionnaires inamovibles et privilégiés travailler à la production comme de « vils » ouvriers, et de substituer à cet appareil d'Etat une nouvelle forme étatique. Un Etat de type nouveau dont la base est constituée par des assemblées ouvrières et populaires en armes qui élisent, contrôlent et peuvent révoquer à tout moment leurs représentants, un Etat de type nouveau dont le pilier est l'armée révolutionnaire du peuple capable d'inspirer la crainte aux nostalgiques du capitalisme.

C'est ça la grande leçon de la « Commune de Paris », c'est ça le contenu essentiel et universel de la dictature du prolétariat.

Dans notre prochain numéro : « Des millions de travailleurs aiment et défendent la dictature du prolétariat »